

Note conceptuelle - Webinaire ECOSOC

Date : mercredi 20 mai 2020

Heure : 13 h à 15 h 30

Résumé :

À la lumière de la pandémie mondiale de COVID-19, MAJALAT a développé un nouveau plan d'activité pour les années 2020-2021 qui vise à poursuivre les travaux sur le dialogue UE-voisinage malgré les restrictions à la circulation des personnes, et ce en utilisant des outils de communication en ligne. Dans ce contexte, une série de webinaires se tiendra au cours des prochains mois, sur la base des recommandations¹ rédigées et discutées lors d'événements antérieurs, y compris le Forum Civil de Bruxelles qui s'est tenu en décembre 2020. La première série de webinaires qui aura lieu offrira aux représentants des organisations de la société civile un espace de réflexion sur l'impact de la crise sanitaire actuelle sur les recommandations que nous avons élaborées. Dans ce contexte, ANND organisera un webinaire spécifiquement sur le thème du développement économique et du dialogue social (ECOSOC), où nous reviendrons sur les recommandations présentées au forum sur ce thème et les examinerons à la lumière des développements récents.

Contexte et contexte :

La crise résultant de la récente pandémie de COVID-19 a fait des ravages dans les pays du monde, sans exception. Plus d'un quart de million de personnes ont succombé au virus dans le monde, sur plus de 3,6 millions de cas documentés par l'OMSⁱ. Tant dans le nord que dans le sud du monde, les structures économiques et les systèmes de protection sociale se sont effondrés ou ont prouvé leur inefficacité à faire face à de tels phénomènes. Un sur cinq des travailleurs des États-Unis d'Amérique, la plus grande économie du monde, a déposé une demande de prestations de chômage depuis mi-marsⁱⁱ, y compris des millions de personnes qui ont perdu leur assurance maladie.

Bien que les pays d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord aient pu tirer des enseignements de l'expérience et des mesures efficaces des pays infectés auparavant, ils ont également eu leur part de dégâts économiques et sociaux. Le produit intérieur brut des pays de la région arabe perdra 42 milliards de dollars selon les estimations de la CESAⁱⁱⁱ et 1,7 million d'emplois seront perdus en 2020. Vers la mi-Mars, les pertes en capital boursier des entreprises de la région atteignaient 420 milliards de dollars selon le PNUD^{iv}. Cela dit, le nombre de cas et de décès, ainsi que l'ampleur des tests et des notifications, variaient considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, l'Algérie a enregistré 27 fois plus de décès pour 1 million de personnes que la Jordanie (11 à 0,4) tout en ne réalisant que 1,5% du nombre de tests par rapport à la taille de la population. Et bien que le nombre total de décès enregistrés en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Libye, en Égypte, en Jordanie, en Palestine, au Liban et en Syrie n'ait pas dépassé 1233, certains de ces pays semblent sous-déclarer ou sous-évaluer, comme le montrent clairement les cas de la Libye et de l'Égypte, où seulement 340 et 879 tests pour

¹ Les recommandations de l'ECOSOC du Forum de la société civile se trouvent dans l'annexe ci-dessous.



1 million d'habitants ont été effectués, alors que la moyenne mondiale pour un pays avoisine les 17 000.

Les producteurs de pétrole de la région ont payé le prix de la baisse spectaculaire des prix, le baril de pétrole brut atteignant à peine 40% le prix avec lequel il avait commencé l'année. Les pays qui connaissent déjà des taux de chômage alarmants ou des crises économiques en cours, et ceux où le travail saisonnier domine le marché du travail, s'attendent à une récession et donc à plus de pertes d'emplois et à une baisse du pouvoir d'achat. De plus, bien que les réponses des gouvernements aient été en grande partie graves en termes d'imposition de fermetures, de fermetures de frontières et de distanciation sociale, la popularité des mesures, notamment en termes de restrictions à l'action politique collective, a varié. La crise a incité de nombreuses voix locales à souligner l'incapacité des gouvernements à protéger leurs citoyens et résidents, en particulier en termes de santé et de droits du travail.

Ces conversations ont également été vivantes dans les pays riches, dont les systèmes de protection sociale et les compétences en matière de planification publique affectés par la transformation néolibérale n'ont pas répondu de manière universelle et collective au vaste impact immédiat de la crise. Alors que la performance des pays européens variait en termes de qualité et de rapidité, le continent a accueilli 44% de tous les cas et enregistré près de 60% du nombre total de décès dans le monde^{vi}. Les pays et institutions européens ont été critiqués^{vii} pour la faible coordination dans leurs réponses, en particulier dans les premiers jours de la pandémie. Cependant, l'UE a pris plusieurs mesures de riposte sérieuses^{viii}, dont l'allocation de 540 milliards de dollars au soutien des économies européennes², avec 100 milliards de dollars pour financer des prêts bonifiés pour la protection de l'emploi et des allocations de chômage à court terme dans les pays européens qui demandent un soutien^{ix}. L'action de l'UE a également été élargie au-delà de ses propres frontières pour faire face aux conséquences de la pandémie, avec un programme de soutien économique de 20 milliards de dollars dédié aux pays voisins, dont 1,5 milliard de dollars en soutien à court et moyen termes pour la reprise sociale et économique des voisins du sud, et plus d'un demi-milliard pour renforcer les secteurs de la santé de ces pays^x. En outre, l'UE réaffecte des ressources de ses projets en cours au Maroc, en Tunisie, en Égypte, en Jordanie et au Liban vers les systèmes de santé nationaux; l'aide prenant la forme de l'équipement nécessaire ou de l'assistance technique^{xi}.

Bien qu'aucun des pays du voisinage méridional n'ait demandé une aide urgente de l'UE, la situation de leurs populations reste fragile au vu de la faiblesse des systèmes sociaux et de protection du travail. Dans une enquête menée auprès des organisations membres du Réseau des ONG arabes pour le développement, les travailleurs dans le secteur informel étaient les plus vulnérables (90%), suivis des travailleurs du secteur privé (78%), du secteur de la santé (60%), et le secteur de l'éducation (37%).

Pour l'avenir, ces pays devront accorder la priorité à la création d'emplois sûrs et à la transformation de leurs économies sur une voie plus résiliente et durable. Le rôle de l'UE dans ce processus n'a pas encore été révélé, mais il est essentiel que les programmes et politiques de l'UE mettent davantage

² Pour mettre les choses en perspective, ce montant représente exactement quatre fois les trois quarts de l'argent investi par les États-Unis en Europe dans le cadre du plan Marshall.



l'accent sur les objectifs de développement, notamment la réduction des inégalités économiques et l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à un revenu stable, plutôt que simplement croissance des économies en termes de produit intérieur brut. Cela nécessiterait de mobiliser les acteurs de la société civile locale et leurs connaissances sur les lacunes et les besoins particuliers de leur pays. La nature multiforme de la crise actuelle met clairement en évidence la nécessité de solutions personnalisées et holistiques, loin de tout modèle ou programme unique.

Format du webinaire :

Le webinaire sera une réunion conversationnelle de deux heures et demie, qui commencera par une introduction sur Majalat, et de brèves présentations sur les recommandations de l'ECOSOC du Forum de la société civile, et sur le contexte et le contexte du webinaire, en particulier la pandémie de COVID-19 et ses effets et la réponse de l'UE.

L'heure et demie **suyvante** sera consacrée à une discussion, guidée par les questions mentionnées ci-dessous, où les représentants de différentes OSC auront la possibilité de présenter leurs analyses de la situation et les leçons qu'ils en ont tirées. Après cela, la conversation se concentrera sur l'examen des recommandations plus en détail et sur les améliorations ou changements nécessaires compte tenu des conclusions de la discussion précédente.

Questions directrices pour la discussion :

- Quelles sont nos observations sur les effets de la pandémie sur le bien-être économique et social des peuples de la région ?
 - o Concrètement, quelles leçons peut-on tirer des politiques économiques et sociales des gouvernements nationaux ? Y compris en termes d'échanges commerciaux, de souveraineté alimentaire, de redistribution, de protection sociale, et de la nature et du rôle du secteur privé ?
 - o Quelle est la position de l'Union européenne sur ces politiques et quelle est sa contribution potentielle à leur mise en œuvre ou à leur changement ? Quelles recommandations pouvons-nous proposer dans ce contexte ?
- Comment le crash de l'économie mondialisée face à la pandémie affectera-t-il les perspectives économiques de l'Union européenne ?
- Comment la crise économique et sociale de l'Europe pourrait-elle affecter les relations de l'Union avec les voisins du sud et ses orientations politiques à leur égard ?
- Comment évaluons-nous le processus dans lequel l'UE mobilise des programmes de soutien économique aux pays du sud voisin ? At-il impliqué les acteurs de la société civile locale ? Quelles observations et recommandations critiques peuvent être faites sur l'allocation des ressources, la rapidité, l'impact ou d'autres aspects ?
 - o Quels sont les défis de la réorientation des fonds européens ? Cela apporte-t-il des compromis pour les besoins de développement à long terme des pays partenaires du Sud ? Y a-t-il eu des évaluations des besoins des pays partenaires du Sud pour coordonner cette réallocation / réorientation ? Quel rôle jouent les OSC ?



- Dans quelle mesure la réponse a-t-elle été coordonnée entre les États européens et les États voisins ? Avons-nous observé le niveau de coordination requis pour relever les défis de la pandémie et de ses crises ?
 - o Quelle forme de politiques et de relations avec l'UE sont nécessaires pour garantir une réponse multilatérale solide aux futures pandémies dans les pays européens et voisins ?

Annexe : Recommandations (ECOSOC) du Forum de la société civile à Bruxelles.

Sur le rôle du secteur privé

- Créer un mécanisme pour surveiller et tenir les entreprises commerciales existantes et futures responsables dans les zones de conflit du voisinage sud en phase de reconstruction, comme la Libye et la Syrie.
- Travailler à promouvoir la transparence et l'accès aux mécanismes d'information dans les pays partenaires et au niveau de l'UE pour soutenir un mécanisme conjoint de suivi et de responsabilité

Sur les politiques de commerce et d'investissement dans la région.

- Élargir le dialogue entre l'UE et les OSC et d'autres parties liées autour de l'évaluation des pourparlers commerciaux en cours et des politiques et accords commerciaux antérieurs et de leurs implications sur le développement afin de proposer des alternatives spécifiques qui prennent en considération l'égalité, la justice sociale et les priorités de développement dans les pays du voisinage sud.
- Organiser un dialogue structuré entre l'Union européenne, les pays partenaires, les OSC et les syndicats sur les accords de la région (actuellement la Tunisie) dans le cadre des négociations de l'accord. En outre, travailler sur une évaluation d'impact ex ante des accords commerciaux pour évaluer sa cohérence avec d'autres politiques européennes.
- Soutenir les programmes de recherche et développement pour le développement durable dans les pays du voisinage sud. En outre, soutenir l'échange de connaissances et de technologies dans le cadre des accords.
- Concernant les négociations en cours sur l'ALECA avec la Tunisie et les autres accords commerciaux prévus : 1) Éviter de supprimer les barrières tarifaires sur les marchandises subventionnées en interne jusqu'à ce que la question du soutien interne européen soit tranchée à l'OMC compte tenu du conflit américano-européen sur les tarifs. 2) Pour les barrières non tarifaires, éviter d'utiliser des normes et des quotas avec des objectifs protectionnistes pour les marchandises que la Tunisie est autorisée à exporter. 3) Adopter des normes internationales de surveillance similaires à celles entre les États membres de l'UE, tout en préservant des normes garantissant un travail décent.
- Créer un mécanisme multilatéral contraignant impliquant la société civile pour surveiller l'impact des investissements privés européens et des sociétés transnationales européennes



dans les pays du voisinage sud, en prêtant attention à l'adaptation des normes par types d'entreprises, leur taille et les secteurs dans lesquels elles investissent.

ⁱ Selon les statistiques disponibles au 7 mai. https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200507covid-19-sitrep-108.pdf?sfvrsn=44cc8ed8_2

ⁱⁱ <https://www.dol.gov/ui/data.pdf>

ⁱⁱⁱ <https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/escwa-covid-19-economic-cost-arab-region-en.pdf>

^{iv} <https://www.arabstates.undp.org/content/rbas/en/home/coronavirus.html>

^v Tous les chiffres qui suivent dans ce paragraphe proviennent de la base de données Worldomètres, au 7 mai à 20h54 GMT.

^{vi} Selon les statistiques disponibles au 7 mai. https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200507covid-19-sitrep-108.pdf?sfvrsn=44cc8ed8_2

^{vii} <https://www.s4d4c.eu/covid-19-crisis-in-europe-a-failure-of-science-diplomacy/>

^{viii} <https://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/priorities/eu-response-to-coronavirus/20200327STO76004/10-things-the-eu-is-doing-to-fight-the-coronavirus>

^{ix} <https://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/society/20200416STO77205/covid-19-s-economic-impact-EU100-billion-to-keep-people-in-jobs>

^x https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/coronavirus_support_south.pdf

^{xi} [ibid](#)

